



Q MANCA

SUCIALISIMU DEMUCRATICU E AUTOGESTIUNARIU

www.q-manca.org

- MOTION : QUESTION NATIONALE -

SOCIALISME ET QUESTION NATIONALE

Marx et Engels et la question nationale

L'internationalisme est au coeur du marxisme : « Prolétaires de tous les pays unissez vous »

A la différence de la bourgeoisie, qui est une classe fondamentalement nationale, les travailleurs ont pour objectif la création d'un ordre international, leurs buts devraient être pleinement internationalistes, et non pas nationalistes. **Mais cela ne veut pas dire que le monde du travail ne doit pas chercher à résoudre les tâches nationales.**

En 1882, Engels écrivait à Kautsky, à propos de la Pologne : *"Pour un grand peuple, il est historiquement impossible de discuter sérieusement de la moindre question interne, aussi longtemps que l'indépendance nationale fait défaut. (...) Le mouvement international du prolétariat n'est à priori possible qu'entre nations indépendantes. (...) Chaque paysan et ouvrier polonais qui sort de sa léthargie pour participer aux intérêts généraux se heurte tout d'abord au fait de la soumission nationale, elle est le premier obstacle qui se dresse partout sur son chemin. Le supprimer est la condition fondamentale de tout développement libre et sain."*

En 1867, Marx changea de position vis à vis d'un "principe des nationalités" qui concernerait aussi les petites nations, dont l'Irlande. Dans ses écrits et ceux d'Engels des années 40 et 50, l'Irlande ne figurait pas parmi les "nations historiques" dont les luttes nationales devaient recevoir l'appui des révolutionnaires. Sa bourgeoisie était très faible et son capitalisme particulièrement sous-développé. Mais, selon Marx, *"autrefois, je ne croyais pas possible la séparation de l'Irlande et de l'Angleterre. Je la crois actuellement inévitable, bien qu'après la séparation il puisse y avoir fédération."* Marx devient convaincu que *"tous les centres industriels et commerciaux d'Angleterre ont maintenant une classe ouvrière scindée en deux camps ennemis : prolétaires anglais et prolétaires irlandais. L'ouvrier anglais ordinaire déteste l'ouvrier irlandais comme un concurrent qui abaisse son niveau d'existence moyen. Il se sent à son égard membre d'une nation dominatrice, devient de ce fait un instrument de ses aristocrates et capitalistes contre l'Irlande et consolide leur emprise sur lui-même. (...) Cet antagonisme est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, en dépit de son organisation."*

Ici, Marx et Engels avancèrent un élément central de la position prolétarienne sur la question nationale : **toute oppression nationale voile la conscience et la solidarité de classe** et empêche le développement de la lutte des classes à la fois dans la nation opprimée et dans la nation dominatrice. Dans la première parce que tant qu'elle a un grief national, elle ne peut pas se concentrer sur le combat contre l'exploitation, dans la deuxième parce que leur politique n'est pas différente de celle de leurs propres gouvernants.

Les travailleurs du pays oppresseur ont donc pour tâche fondamentale de combattre pour la liberté de la nation opprimée, c'est-à-dire pour son droit de créer un Etat séparé. De cette manière l'unité internationale de la classe ouvrière se trouve renforcée. Le mot d'ordre lancé par Marx et Engels et qui a été tant répété depuis est devenu un élément de base de la position marxiste sur la question nationale : **toute nation qui en opprime une autre ne saurait être libre.**

Les communistes du XX ème siècle et la question Nationale

Il serait fastidieux de reprendre tous les débats et toutes les positions exprimées par de grande figures du mouvement ouvrier, Rosa Luxembourg, Kautsky, Renner, Otto Bauer (Théoricien de l'autonomie culturelle). Nous nous bornerons à évoquer les postions de Lénine, Staline, Trotsky et plus proche de nous, Gramsci.

En 1913, **Staline** publia "Le marxisme et la question nationale" et y définit la nation :

" La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue et de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture".

Staline suggérait que la meilleure solution à l'oppression nationale dans l'empire tsariste pourrait être "l'autonomie des unités autodéterminées comme la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine et le Caucase", mais soulignait que ceci ne serait possible que si le prolétariat russe luttait pour que ces nations puissent prendre leur propre décision.

Reprenant les théories de Bauer, il précisa cette définition d'une façon dogmatique : *" Il est nécessaire de souligner qu'aucun des indices mentionnés, pris isolément, ne suffit à définir la nation. Bien plus : l'absence même d'un seul de ces indices suffit pour que la nation cesse d'être nation... Seule, la réunion de tous les indices pris ensemble nous donne la nation."*

Selon cette définition très normative, plusieurs nations ne seraient pas reconnues comme telles. C'est ce qui s'est passé à plusieurs reprises dans l'histoire de l'URSS stalinienne, avec des conséquences catastrophiques pour les peuples opprimés et et/ou déportés. Durant des décennies les partis communistes staliniens relayèrent cette théorie en Europe. Cela explique les positions « Pour la paix en Indochine » ou « pour la paix en Algérie » du Parti Communiste Français qui n'a pas soutenu les luttes de libération nationale.

Pour **Lénine**, du point de vue de la théorie marxiste en général, **le droit de libre détermination ne présente aucune difficulté. Les marxistes pourraient soutenir l'autonomie dans diverses circonstances**, mais elle n'est pas un droit. **Le seul droit conséquent dans le domaine national est le droit souverain de se séparer.**

Lénine liait cette défense déterminée des nations opprimées au combat que doit livrer le marxisme contre toute idéologie nationaliste qui influence ou qui cherche à influencer le prolétariat.

Cela apparaît dans son texte **« Du droit des nations à disposer d'elles mêmes »** publié en juin 1914 : *« La difficulté tient, jusqu'à un certain point, au fait qu'en Russie doivent lutter côte à côte le prolétariat des nations dominées et le prolétariat de la nation qui opprime les autres. Sauvegarder l'unité de classe du prolétariat dans sa lutte pour le socialisme, combattre victorieusement toutes les influences bourgeoise et archi réactionnaires du nationalisme, telle est la tache à résoudre. »*

Les marxistes n'ont aucun intérêt à la création ou la préservation des "particularités nationales" des peuples, mis à part qu'elles font partie du capital scientifique et culturel de l'humanité future, lorsqu'elle sera libérée des classes et des nations. Mais, tant que le capitalisme existe, il opprimer les peuples. Le combat contre cette oppression, **le soutien au droit à l'autodétermination des nations opprimées affaiblit le nationalisme bourgeois et renforce l'internationalisme prolétarien.**

Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme des travailleurs sont deux visions du monde irréductiblement opposées et c'est pourquoi la question nationale qui interpelle les travailleurs d'une nation dominée ne doit pas être abandonnés aux nationaux populistes et libéraux qui ne défendent que « la culture nationale », en Corse, comme ailleurs.

En juillet 1939, en réponse à un article écrit par un militant stalinien, **Trotsky** apporte les précisions suivante sur la question nationale Ukrainienne :

« Le sectaire-auteur est bien entendu opposé au mot d'ordre de l'Ukraine soviétique indépendante. Il est pour la révolution mondiale et pour le socialisme – « racines et branches ». Il nous accuse d'ignorer les intérêts de l'U.R.S.S. et d'abandonner la conception de la révolution permanente. (...) Notre critique répète à plusieurs reprises ma déclaration sur le fait que le destin d'une Ukraine indépendante est indissolublement lié à la révolution prolétarienne mondiale. (...) **Le droit à l'autodétermination nationale est bien entendu un principe démocratique et pas socialiste. Mais les principes authentiquement démocratiques ne sont soutenus et réalisés à notre époque que par le prolétariat révolutionnaire ; c'est pour cette raison même qu'ils sont aussi étroitement entrelacés avec les tâches socialistes.** (...) Ayant construit un Etat ouvrier sur le compromis d'une fédération, le parti bolchévique a inscrit dans la constitution le droit des nations à la séparation complète indiquant par là qu'il ne considérait pas du tout la question nationale comme réglée une fois pour toutes. (...) Le mot d'ordre d'une Ukraine indépendante ne signifie pas que l'Ukraine demeurera pour toujours isolée, mais seulement qu'elle déterminera à nouveau pour elle-même, de sa propre volonté, la question de ses relations avec les autres composantes de l'U.R.S.S. et ses voisins occidentaux. »

Pour Trotsky, comme pour Lénine, la question nationale est liée aux conditions de développement historique d'une société en devenir, il ne peut donc y avoir une position figée sur la question nationale. Passer de l'impérialisme réel au Socialisme suppose une transition politique où les **compromis entre tâches démocratiques et tâches socialistes** sont possibles et souhaitable.

Dans les années 1920, abordant la Question Méridionale, le communiste sarde **Antonio Gramsci** fit preuve d'une réelle indépendance intellectuelle vis-à-vis de la révolution bolchevique. Partant d'une analyse des rapports de productions en Italie et dans ses colonies d'exploitation du Sud, il affirma ceci : « Le prolétariat détruira le bloc agraire méridional dans la mesure où il réussira, à travers son Parti, à **organiser en formations autonomes et indépendantes des masses toujours plus importantes de paysans pauvres** (...) ». En définitive, c'est aux travailleurs directement concernés à s'auto organiser à partir de leur propre réalité pour trouver leur propre voie vers le socialisme, en solidarité politique avec les prolétaires du Nord. Ce mot d'ordre est toujours d'actualité en Méditerranée.

DE LA REALITE DU FAIT COLONIAL EN CORSE

Comment qualifier la situation du peuple corse dans sa phase de développement historique actuelle ? Caractériser la situation de mise sous tutelle de la Corse par une puissance étrangère procède d'une analyse rigoureuse.

La Corse n'est pas française par choix mais par le fait d'une victoire militaire. Ce faisant les autorités démocratiques du peuple corse n'ont pas capitulé et signé un armistice. Au niveau du droit International il y a eut substitution d'un Etat par un autre. L'occupation militaire demeure, la campagne de pacification n'est toujours pas levée, à ce titre les gendarmes en poste en Corse touchent une prime de campagne et le ratio force de sécurité/population est de 1/150 en France, contre 1/90 en Corse. Avec 56 brigades de gendarmeries pour 270 000 hab. la Corse est une des régions les plus militarisée d'Europe. Par ailleurs, la déportation systématique des prisonniers corses est un traitement spécifique en contradiction avec le Code de procédure pénal français (droit des détenus) et le droit européen.

De plus, la Corse ; de part sa position stratégique en Méditerranée, sert de poste militaire avancée de l'impérialisme (2^{eme} REP de Calvi, Base OTAN de Sulinzara) pour mener ses opérations de polices dirigées contre les peuples du continent africain, sans que le peuple corse n'est son mot à dire. C'est par la mobilisation populaire que le peuple corse s'était opposé aux essais nucléaires sur son territoire (massif de l'argentella) dans les années 60, contraignant l'impérialisme français à les effectuer de façon tout aussi arbitraire sans ses colonies polynésiennes.

Nier la persistance de l'occupation militaire de la Corse procède de la malhonnêteté intellectuelle.

Antonio Gramsci avait bien analysé ce qu'il appelait les **colonies d'exploitation méridionales**. Ainsi les masses paysannes du Sud défrichaient et cultivaient au profit de la bourgeoisie du Nord de l'Italie et la bourgeoisie sarde était elle-même dépendante du système bancaire italien. La situation n'est pas comparable aujourd'hui en Corse. En effet la mainmise d'oligarchies familiales sur les secteurs économiques producteurs de plus value, concerne surtout la grande distribution, le BTP et l'industrie touristique. Cette bourgeoisie récente se plie aux **orientations économiques décidées par les bourgeoisies françaises et européennes**, à savoir, faire de la Corse une région exclusivement voué au tout tourisme. Cela passe par la destruction du dernier secteur productif de l'île, l'agriculture, occasionnant un **choc de classe frontale avec la petite paysannerie corse**, dont l'intérêt se rapproche objectivement de plus en plus du monde du travail salarié.

Quelques soient les orientations décidées par les élus corses sous tutelle française, tous les financements dépendent de l'accord et de la bonne volonté du Service Général des Affaires Corses de la Préfecture de Région. **La direction politique qui impose ses choix au peuple corse est donc l'Etat Français**. Dans le droit fil des traditions des anciennes puissances coloniales, l'Etat français choisit ses interlocuteurs parmi les élites corses, y compris dans le mouvement national.

La Corse est toujours une nation colonisée par un Etat étranger à son histoire et sa culture. La société corse est bloquée dans son développement libre collectif et individuel, **le fait colonial est une réalité.**

Les Colons en Corse

L'Etat s'appuie sur des acteurs autres qu'institutionnels, parmi lesquels des alliés/supplétifs locaux qui collaborent pour asseoir un pouvoir politique et/ou économique, issus d'une classe politique clientéliste ou du grand banditisme. La corruption d'élites de plus en plus acquises à un capitalisme de prédation ont fait de l'île une zone de passe-droits. L'Etat s'appuie également sur des agents individuels : **Les colons**.

Pour A Manca, l'identification précise des colons doit se départir de toute dérive ethniciste, surtout dans une période d'acculturation et de sous politisation de la jeunesse corse. **Nous affirmons que les colons en Corse sont aisément identifiables de part leur nature de classe hostiles aux intérêts collectifs de notre peuple.** On peut ainsi classer les colons en trois catégories renvoyant à la Colonisation de Peuplement, Colonisation d'encadrement et Colonisation d'exploitation.

A partir d'une grille de lecture à laquelle Frantz Fanon a largement contribué au début des années 1960, nous pouvons établir la classification suivante en Corse.

Colons de peuplement : Cette catégorie regroupe des éléments de la bourgeoisie, petite bourgeoisie et classe moyenne française et européenne. De part leur capacité financière ils sont systématiquement avantagés par rapport aux revenus moyens corses et peuvent disposer à leur guise du territoire en y investissant dans le foncier et l'immobilier. **La privation et l'exclusion des corses de la terre et du logement** est un problème de société majeur ressenti par le peuple corse.

Colons d'encadrement : Ils s'agit de cadres français de la fonction publique, des grands comptes et dans certaines P.M.E. Le pourcentage de cadres corses en Corse est très largement inférieur à la moyenne nationale française. Ils s'agit d'**agents du colonialisme favorisant l'installation d'une clientèle** importée, confisquant des emplois et parfois composés de « pillards » qui effectuent une razzia en Corse, sans se préoccuper aucunement de leurs missions, le temps nécessaire pour avoir une promotion sociale en Corse ou ailleurs.

Colonisation d'exploitation : C'est plutôt de fait des **multinationales et groupes financiers français**, qui, **alliés à la bourgeoisie corse** maintiennent un coût de la vie très élevé précarisant d'avantage le peuple corse (Ex : le groupe MERCIALYS a acheté pour 80 millions d'euros 60% des parts de Géant Casino en Corse à deux bourgeois insulaires). Par ailleurs, la bourgeoisie corse favorise l'installation d'un sous-prolétariat en concurrence directe avec les salariés corses, de nature à créer des clivages et des contradictions de classes supplémentaires. Ce sous-prolétariat est lui-même atomisé et en proie à des crispations de type communautariste.

Les colons ont une cohérence idéologique dans la négation systématique de notre existence et de notre droit à l'autodétermination.

LA LIBERTE PASSE PAR UN PROCESSUS D'AUTODETERMINATION

Un processus politique démocratique, pas un modèle institutionnel précis.

Les militants anti-capitalistes n'établissent pas une échelle de valeur entre les différents mécanismes d'aliénations, c'est en ce sens que **la revendication démocratique nationale est indissociable du combat de classe**. Ce principe étant acquis il ne faut pas opposer la question du « Droit à l'autodétermination du peuple corse » à la question purement institutionnelle. En effet, au sein d' A Manca il peut y avoir des militants indépendantistes, autonomistes ou fédéralistes tel que le prévoient les statuts, mais le ciment et la cohérence politique est la recherche de la liberté pour le peuple corse, la liberté nationale et démocratique se concevant comme la somme des libertés individuelles dans le cadre d'une communauté historique de destin et d'intérêt. Pour les militants anti-capitalistes corses la communauté d'intérêt correspond à l'intérêt général, c'est-à-dire aux intérêts de classe du monde du travail, composante majoritaire du peuple corse. Dans ce cadre il incombe aux militants anticapitalistes corses de convaincre les éléments de diverses origines culturelles du prolétariat de leur intérêt fondamental à rejoindre la juste lutte du peuple corse. Nous ne voulons pas reproduire en Corse une dualité historique, comme le système capitaliste la crée en Irlande. **Nous ne voulons pas que les travailleurs de la nation dominante, de la nation dominée et issus de l'immigration s'affrontent, alors qu'ils ont tout intérêt à défendre leur intérêt de classe dans le cadre d'une société corse débarrassée des mécanismes d'exploitation**. Cette dualité d'affrontements correspond en fait aux intérêts des nationalismes bourgeois français et corses : **diviser pour mieux aliéner**.

Le droit à l'autodétermination ne peut se concevoir que dans le cadre d'un processus qui permet au peuple corse de s'emparer progressivement de leviers politiques et économiques. Cette liberté d'action ne peut se concevoir en dehors de la prise en compte des rapports de forces mondiaux et de la géopolitique méditerranéenne. Toute évolution vers plus de liberté ne se résume pas à un pseudo clivage entre autonomistes modérés et indépendantistes radicaux, mais entre militants politiques exprimant clairement un projet de société vers d'avantage de liberté collective et individuelle. Dans un premier temps la revendication transitoire la plus urgente et réaliste est **l'obtention d'un pouvoir législatif**.

Cette lutte ne peut se concevoir sans l'alliance des travailleurs des états dominants et des nations dominées, et en ce sens l'internationalisation de la revendication démocratique corse et le renforcement des liens avec les camarades, qui en France et en Méditerranée, défendent un projet socialiste est une nécessité tactique et stratégique.

De la cohérence historique et actuelle d'une lutte inter-nationale

En son temps, la fraction progressiste de la notabilité corse, bien que défendant ses propres intérêts de classe, a fait preuve d'une grande lucidité politique satisfaisant à la fois la recherche d'un idéal de liberté nationale et la **prise en compte des rapports de forces internationaux et des alliances possibles**.

On ne saurait remettre en cause le patriotisme de Pasquale de Paoli, qui participa à la création d'un Etat corse moderne et indépendant. Accueilli comme un héros libérateur par les révolutionnaires français, conscients des concurrences dévastatrices entre les états nations européens, le Parti paoliste repris pieds en Corse, s'emparant de nombreux outils politiques, économiques et judiciaires. Pasquale de Paoli, commandant en chef de la garde nationale, peu de temps avant d'écraser une révolte religieuse à Bastia, écrivait ceci à l'un de ses lieutenants,

le 1^{er} mai 1791 : « (...) *Les ennemis de notre patrie, voudraient dérober la victoire de notre peuple, nous aliéner l'amour de l'Assemblée et du peuple français, pour nous voir abandonnés à notre mauvais sort. Ils voudraient sans doute que notre petit peuple paye à nouveau la dîme. Il nous en coûterait cher de nous voir privés de tant de deniers qui nous viennent de France chaque jour, de nous priver d'environ 4 millions par an, qui arrivent dans notre pays quand il est unit à la France (...) Le point de plus délicat*

est que ni le peuple ne peut imaginer, ni même les prêtres ignorants et fanatiques ne peuvent combiner les conséquences que pourraient avoir leur victoire, et les prétextes qu'ils pourraient donner aux cours intéressées, et aux anciens fauteurs de despotisme pour nous ruiner rapidement (...) »

Les écrits de Paoli des premières années de la révolution française sont peu exploités car ils mettent à mal les théories partisans des historiens staliniens locaux et aussi quelques mythes nationalistes.

Pasquale de Paoli était d'avantage préoccupé par les conditions de vie objective du peuple corse et de la possibilité d'avoir les moyens (financiers) pour promouvoir des politiques au service du peuple corse et/ou de sa propre classe. La liberté d'action politique pour asseoir une politique d'intérêt national l'emporte sur le choix d'une nouvelle lutte pour l'indépendance. **Une alliance idéologique avec les révolutionnaires français et une autonomie d'action en Corse ne posa donc aucun problème politique aux « Naziunali »**, qui tiennent simplement compte des rapports de forces européens dans un contexte historique donné.

C'est donc l'idéal de liberté qui l'emporte sur une conception arrêtée de l'évolution institutionnelle, l'indépendance est un but quand elle est possible, c'est-à-dire quand les conditions historiques rendent ce choix conforme aux intérêts du peuple corse.

Le socialisme avant le communisme et l'autodétermination avant l'indépendance ?

Il y a une logique dialectique et une similitude d'étapes historiques, qui correspondent à des conditions historiques précises, c'est une interprétation typiquement léniniste à laquelle nous adhérons.

On pourrait aussi faire un parallèle entre la pensée de Marx et de Pasquale de Paoli. Peu importe pour Marx la façon dont l'Etat Bourgeois va disparaître au profit d'une nouvelle organisation sociale, ou les peuples peuvent être séparés ou fédérés. Ce qui importe par-dessus tout est la construction d'une société garantissant *« un épanouissement de l'individu libre dans une société libre. (...) Cette société créera un style de vie, suivant ses conditions, c'est à dire d'après un degré tout à fait imprévisible de la liberté humaine par rapport à la nature et aux conditions naturelles »*. Marx n'a donc jamais écrit que le communisme était la fin de l'histoire, mais **une étape historique vers plus de liberté**, et de ce point de vue dialectique, l'Humanisme Marxiste rejoint partiellement l'Humanisme Paoliste.

A MANCA ET LE PARTI ANTI-CAPITALISTE FRANÇAIS

Il est de notre devoir de militant anti-capitaliste d'apprécier la situation historique actuelle. La mondialisation de l'économie, la crise du capitalisme récente et la poursuite de l'offensive libérale contre les acquis historique du mouvement ouvrier, nous imposent d'adapter nos choix tactiques et stratégiques.

La prise en compte des rapports de forces locaux et internationaux

Le peuple corse traverse une période décisive de son histoire ou trois scénarios sont envisageables :

- Une disparition pure et simple

L'Etat français a la particularité réactionnaire de ne reconnaître aucune nationalité et spécificité culturelle sur son territoire. Le peuple corse ne dispose donc d'aucune protection et est voué à accueillir toujours plus de citoyen français (vecteur idéologique ou pas). C'est donc a l'heure actuelle la seule nation sans état d'Europe et de Méditerranée ou le peuple d'origine est minoritaire sur son territoire. Le maintien du statu quo politique signifie à très court terme la disparition du peuple corse, ce que la répression n'a pas réussi à faire, l'économie capitaliste le fera.

- Une réaction national-populiste bourgeoise

Face à la crise capitaliste et dans une stratégie de repli protectionniste, une conjonction d'intérêts politiques et économiques peut émerger entre nationaux populistes, petite bourgeoisie précarisée et une fraction de la bourgeoisie corse partie prenante de circuits financiers informels internationaux. Une autonomie avec une fiscalité et des lois sociales régressives, le tout teinté d'identité corse, ne poserait pas de problème politique majeure à l'Etat français.

- Une offensive du mouvement social et/ou crise révolutionnaire

La dureté des conflits sociaux et le taux de participation aux élections prud'homale en 2008, démontre la combativité du salariat en Corse. Le STC, devenu première force syndicale de l'île atteste d'un rapport de force favorable liant Question Sociale et Question Nationale. Une offensive, en jonction éventuelle avec le mouvement ouvrier français, rendrait d'autres scénarii possibles. Compte tenu de la conscience grandissante du choc de classe auquel sont confrontés les travailleurs et les paysans et de l'échéance d'élections territoriales en 2010, une dynamique de lutte peu émerger, dynamique au sein de laquelle nous auront une responsabilité majeure.

Quelque soit le sens dans lequel l'histoire va aller en Corse ces prochaines années il appartient aux militants anti-capitalistes corses d'être prêt à maintenir une force anti-capitaliste et articuler au mieux les niveaux de luttes et les principes démocratiques et/ou socialistes.

Compte tenu de cette situation, la recherche de l'efficacité politique est une priorité absolue, sans pour autant céder sur aucun des principes qui animent notre combat depuis 10 années maintenant. Nous ne pouvons faire l'impasse sur l'espoir que suscite, y compris dans notre pays, l'émergence d'un nouveau Parti Anti-Capitaliste en France

Unité des militants anti-capitalistes corses et français contre le même Etat

Citant Lénine, Michaël Löwy rappelait en 1997, dans « Les Marxistes et la Question Nationale » : « *Seule la reconnaissance, par le mouvement ouvrier de la nation dominante, du droit à l'autodétermination de la nation dominée, permet d'éliminer la haine et la méfiance des opprimés, et d'unir les prolétaires des deux nations dans le combat internationaliste commun contre la bourgeoisie* ».

Dans le texte présenté à l'ensemble des délégués le 8 novembre 2008, le **Nouveau Parti Anti-capitaliste** précise sa position sur le droit à l'autodétermination :

« Le socialisme est par définition internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination que la France impérialiste, néo-coloniale maintient en Afrique et ailleurs, en commençant par l'abolition de la dette, et le développement de relations fraternelles et d'entraides avec tous les peuples. Il leur reconnaît le droit à l'autodétermination, c'est à dire le droit de chaque peuple de décider lui même de leur destin. »

Prenant en compte des liens politiques historiques, la nécessité de renforcer l'internationalisme, la recherche de l'efficacité dans la construction d'un rapport de force anti-capitaliste en Corse, et en application de ses décisions souveraines du 24 avril 2008, A Manca se prononce pour les points suivants :

- A Manca, Organisation souveraine, représente le NPA en Corse.
- Durant la période précédant l'évolution du statut politique de la Corse, A Manca disposera d'une délégation internationale à l'instance décisionnelle du NPA
- Est militant de droit d'A Manca tout militant NPA présent en Corse et est militant de droit du NPA tout militant d'A Manca présent en France.

Cette articulation signifiera dans les faits l'application du droit à l'autodétermination dans la structuration même du NPA.

Une cohérence politique en toute circonstance

Quelques soient les circonstances historiques, qui détermineront l'importance de la prise en compte de la question nationale dans notre action politique, nous devrions rester fidèles à nos principes, **être à la fois internationalisés (But politique) et militant pour le droit à l'autodétermination du peuple corse (Moyen politique)**.

Ce sont les circonstances historiques qui détermineront naturellement la prépondérance des tâches démocratiques et/ou des tâches socialistes dans nos choix tactiques. A Manca ne cédera rien sur les combats démocratiques mais prendra toute sa place dans les luttes internationales, y compris en France. Les militants anti-capitalistes corses doivent rester constants sur les principes et lucides sur l'évolution des rapports de force, dans le seul but de bâtir une voie corse au socialisme. Car cette alternative ne sera possible ni sans, ni contre les travailleurs, de même nous ne réfutons catégoriquement la thèse « du socialisme dans un seul pays », quelque soit les avancées démocratiques obtenues.